



Conseil Municipal
Séance du 11 septembre 2020

L'an deux mille vingt, le 11 septembre, à 19 h 30, les membres du Conseil Municipal, élus le 15 mars 2020 légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, salle du conseil sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BRÉMOND, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIÈRE, Madame Stéphanie STEINMETZ, Cléopâtre BIZOT-HURÉ, Madame Christine BODINEAU, Madame Laëtitia BOURSIER, Madame Nathalie COURTEAUX, Madame Françoise DEBIN, Madame Sandra FUTO, Monsieur David GAUTIER, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Jérôme GUILLON, Monsieur Thierry PAILLAT, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Ludovic SAINCOURT, Monsieur Corentin SOLEILHAC, Madame Maryline SOLEILHAC, Monsieur Thierry TRIGO.

POUVOIRS : Madame Marie-Jo DELECROIX donne pouvoir à Madame Maryline SOLEILHAC,

ABSENT : Monsieur Pierre COURTOIS- - BOUTET,

Secrétaire de séance : Monsieur Corentin SOLEILHAC

Point ajouté à l'ordre du Jour : Délibération actant la modification du nom de la société achetant un lot sur le parc de la Bélardière.

§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance

Les procès-verbaux des séances du 3 juillet et du 10 juillet sont approuvés par les membres du conseil à l'unanimité.

§2 – Délibérations

D1 –Demande de Remboursement Anticipé d'un contrat de prêt signé avec la Banque Populaire Val de France, dans le cadre d'un refinancement de la dette de la Commune de Dissay.

Conformément à l'article 4 « Remboursement anticipé » du contrat de prêt conclu le 19 août 2010 et modifié par avenant le 7 février 2017, et à la délibération du 3 juillet 2020 donnant pouvoir au Maire de la Commune de Dissay en vue de procéder au refinancement par un remboursement anticipé total du prêt.

Montant remboursé : 2 098 726,07 €

Date de remboursement souhaitée : 26/11/2020

Les conditions particulières du contrat indiquent qu'il n'y a pas d'indemnités de remboursement anticipé. Le remboursement se ferait donc après le prélèvement de l'échéance du mois d'août sur la base du capital restant dû, dans les conditions prévues dans le contrat et son avenant.

Après délibération, le conseil approuve le remboursement anticipé du prêt et autorise Monsieur le Maire à signer les documents

Adopté à l'unanimité

D2 - ADHESION AU GROUPE AGENCE FRANCE LOCALE ET ENGAGEMENT DE GARANTIE PREMIERE DEMANDE

Vu l'article L. 1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales,
Vu l'article D. 1611-41 du Code général des collectivités territoriales
Vu le livre II du code de commerce,
Vu le Code général des collectivités territoriales (le CGCT) et notamment son article L. 1611-3-2 et son article D.1611-41 ;

Vu les annexes à la présente délibération ;

Entendu le rapport présenté par **Monsieur Le Maire**

Vu la note explicative de synthèse sur l'adhésion soumise à délibération visée à l'article D. 1611-41, 3° du CGCT et précisant l'effectivité du respect des critères mentionnés à l'article D. 1611-41° du CGCT figurant en Annexe ;

Après avoir constaté qu'elle respecte effectivement les critères mentionnés à l'article D. 1611- 41 du code général des collectivités territoriales ; et

Après en avoir délibéré ;

Le **Conseil Municipal** décide :

1. d'approuver l'adhésion de la Commune de Dissay à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;
2. d'approuver la souscription d'une participation au capital de l'Agence France Locale – Société Territoriale d'un montant global de **20 000 euros (l'ACI)** de la Commune de Dissay, établi sur la base des Comptes de l'exercice **(2018)** :

- en excluant les budgets annexes suivants : tous
- en incluant les budgets annexes suivants : aucun
- Encours Dette Année **(2018)**

3. d'autoriser l'inscription de la dépense correspondant au paiement de l'ACI au chapitre 26 [section Investissement] du budget de la Commune de Dissay;

4. d'autoriser le Maire à procéder au paiement de cette participation au capital de l'Agence France Locale - Société Territoriale et selon les modalités suivantes : **Paiement en 5 fois**

Année 2020	4 000 Euro
Année 2021	4 000 Euro
Année 2022	4 000 Euro
Année 2023	4 000 Euro
Année 2024	4 000 Euro

4. d'autoriser le Maire à signer le contrat de séquestre si ce compte devait être ouvert pour le versement des tranches d'apport en capital ;

5. d'autoriser le Maire à signer l'acte d'adhésion au Pacte à l'issue du Conseil d'Administration de l'Agence France locale – Société Territoriale qui actera l'entrée formelle au capital de la Commune de Dissay;

6. d'autoriser le Maire à prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à l'adhésion et à la participation de la Commune de Dissay à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;
7. de désigner **David GAUTIER** en sa qualité de **Conseiller Municipal** et **Jérôme GUILLON** en sa qualité de **Conseiller Municipal** en tant que représentants titulaire et suppléant de la Commune de Dissay à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale ;
8. d'autoriser le représentant titulaire de la Commune de Dissay ou son suppléant à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein du Groupe Agence France Locale (Conseil d'Administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, Conseil de Surveillance, Conseil d'Orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions ;
9. d'octroyer une garantie autonome à première demande (ci-après « *la Garantie* ») de la Commune de Dissay dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les Bénéficiaires) :
 - le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2020 est égal au montant maximal des emprunts que la Commune de Dissay est autorisé(e) à souscrire pendant l'année 2020, le cas échéant augmenté du montant des crédits du Membre cédés sur le marché secondaire par un tiers prêteur à l'Agence France Locale;
 - la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenu par [Nom de votre Entité] pendant l'année 2020 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours.
 - la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et
 - si la Garantie est appelée, la Commune de Dissay s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de cinq jours ouvrés ;
 - le nombre de Garanties octroyées par le Maire au titre de l'année 2020 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale auquel viennent s'ajouter les prêts de [Nom de votre Entité] éventuellement cédés à l'Agence France Locale par un tiers prêteur, dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et sous réserve que le montant maximal de chaque Garantie soit égal au montant tel qu'il figure dans l'engagement de garantie.
10. d'autoriser le Maire, pendant l'année 2020, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la Commune de Dissay dans les conditions définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexe ;
11. d'autoriser le Maire à :
 - i. prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par **la commune de Dissay** aux créanciers de l'Agence France Locale bénéficiaires des Garanties ;
 - ii. engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents ;
12. d'autoriser le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

ANNEXE

Note explicative de synthèse sur l'adhésion soumise à délibération précisant l'effectivité du respect des critères mentionnés à l'article D. 1611-41° du code général des collectivités territoriales

Aux termes de l'article D. 1611-41 du code général des collectivités territoriales et pour l'application de l'article L. 1611-3-2 du code général des collectivités territoriales, « *peuvent adhérer à l'Agence France Locale, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux dont la **capacité de désendettement**, définie comme le rapport entre l'encours de dette à la date de clôture des comptes et l'épargne brute de l'exercice écoulé et exprimée en nombre d'années, constatée lors du pénultième exercice, est inférieure à :*

- **douze années** sur la moyenne des trois dernières années pour les communes, la Ville de Paris, les groupements et établissements publics locaux ;
- **dix années** sur la moyenne des trois dernières années pour les départements et la métropole de Lyon ;
- **neuf années** sur la moyenne des trois dernières années pour les régions, la collectivité de Corse, les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique.

Ce ratio prend en compte le budget principal et les budgets annexes. Il est défini en nombre d'années. L'épargne brute est égale à la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Lorsque l'épargne brute d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales est négative ou nulle, son montant est considéré comme égal à un euro pour le calcul de la capacité de désendettement.

L'encours de dette s'entend comme le solde créditeur constaté dans les comptes d'emprunts et de dettes assimilées, à l'exception des intérêts courus et des primes de remboursement des obligations. »

Il est constaté que la **Commune de DISSAY** ne satisfait pas aux exigences réglementaires, en ce que sa capacité de désendettement constatée lors de l'exercice 2018, est égale à **12.43** années, et est ainsi effectivement inférieure à **12** années sur la moyenne des trois dernières années (2016, 2017 et 2018) :

SIREN de la collectivité	Nom de la collectivité	Capacité de désendettement maximum	Encours de dette	Epargne brute	Capacité de désendettement
			Moyenne de 2016 à 2018		
218 600 955	DISSAY	12	4 224 367,02 €	339 873,53 €	12,43

[Si le TEST 1 n'est pas satisfait, compléter la note explicative comme suit :

*2° Si la capacité de désendettement est supérieure aux seuils fixés au 1°, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux peuvent néanmoins adhérer à l'Agence France Locale si la **marge d'autofinancement courant**, calculée sur la moyenne des trois dernières années, définie comme le rapport entre les dépenses réelles de fonctionnement, additionnées au remboursement de la dette, et les recettes réelles de fonctionnement, constatée lors du pénultième exercice, est inférieure à **100 %**.*

Les dépenses réelles de fonctionnement s'entendent comme le total des charges nettes de l'exercice entraînant des mouvements réels au sein de la section de fonctionnement des collectivités ou établissements concernés. Elles correspondent aux opérations budgétaires comptabilisées dans les comptes de classe 6, à l'exception des opérations d'ordre budgétaire, et excluent en totalité les valeurs comptables des immobilisations cédées, les différences sur réalisations (positives) transférées en investissement et les dotations aux amortissements et provisions.

Les recettes réelles de fonctionnement s'entendent comme le total des produits nets de l'exercice entraînant des mouvements réels au sein de la section de fonctionnement des collectivités ou établissements concernés. Elles correspondent aux opérations budgétaires comptabilisées dans les comptes de classe 7, à l'exception des opérations d'ordre budgétaires, et excluent en totalité les produits des cessions d'immobilisations, les différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat, les quotes-parts des subventions d'investissement transférées au compte de résultat et les reprises sur amortissements et provisions.

Les remboursements de dette s'entendent comme les opérations budgétaires, à l'exception des opérations d'ordre budgétaires, comptabilisées en débit dans les comptes d'emprunts et de dettes assimilées, et excluent en totalité les opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie, les remboursements temporaires sur emprunts auprès des établissements de crédit, les refinancements de dette, les intérêts courus et les primes de remboursement des obligations.

Pour le calcul de la marge d'autofinancement courant, afin le cas échéant de retraiter les flux croisés entre le budget principal et le ou les budgets annexes des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux, il est procédé aux retraitements des opérations entre budget principal et le ou les budgets annexes au sein de la section de fonctionnement relatifs aux remboursements de frais, aux remboursements de frais de personnel, aux remboursements d'intérêts, à la prise en charge du déficit du budget annexe par le budget principal ou du transfert de l'excédent du budget annexe au budget principal, aux subventions de fonctionnement et subventions exceptionnelles du budget principal au budget annexe.

Il est constaté que la **Commune de DISSAY** satisfait aux exigences réglementaires, en ce que sa marge d'autofinancement courant, calculée sur la moyenne des trois dernières années (2016, 2017 et 2018) et constatée lors de l'exercice 2018 est effectivement inférieure à 100% :

SIREN de la collectivité	Nom de la collectivité	Dépenses réelles de fonctionnement	Remboursement de la dette	Recettes réelles de fonctionnement	Marge d'autofinancement courant
		Moyenne de 2016 à 2018			
218600955	DISSAY	2 598 659,67 €	160 094,04 €	2 938 533,20 €	94%

D3- Activ Flash

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil du courrier de M le Président du Conseil Départemental présentant le dispositif élaboré pour venir en aide aux entreprises locales afin de surmonter les difficultés liées à la pandémie de Covid 19.

L'enveloppe pour Dissay est de 20 250€. Elle doit être consommée avant la fin de l'année et est destinée à des travaux sur les bâtiments communaux et inscrits en investissement au budget 2020.

M le Maire propose de déposer une demande de financement pour les travaux de rénovation de la façade du 83 rue de l'Eglise d'un montant hors taxes de 49 856.54€

Plan de financement

Dépenses		Recettes	
- Travaux	49 856.54	- Activ Flash (40.62%)	20 250.00
		- Autofinancement (59.38%)	29 606.54

Après délibération, le conseil approuve ce plan de financement et autorise M le Maire à demander une subvention auprès du conseil départemental.

Adopté à l'unanimité

D4- Achats de denrées alimentaires pour le restaurant scolaire

L'article L. 2113-6 du Code de la commande publique autorise les collectivités territoriales et les établissements publics locaux à constituer des groupements de commande.

Afin de faciliter la gestion administrative et technique et de bénéficier d'économies d'échelle, des groupements de commande sont constitués entre la Ville de Poitiers, Grand Poitiers Communauté urbaine, le Centre Communal d'action sociale de Poitiers et certains Centres Communaux d'action sociale, syndicats et communes du territoire de Grand Poitiers par délibérations parallèles.

En vue de satisfaire les besoins des collectivités en matière de fourniture de denrées alimentaires, il y a lieu de passer un marché. Il s'agit d'un accord-cadre sans montant minimum ni maximum, en application des articles R2162-2 alinéa 2 et R2162-4 3° du Code de la commande publique.

Le marché sera lancé sous la forme de la procédure d'appel d'offres ouvert européen, en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique, pour une durée de quatre ans.

Adhésion de la Commune de DISSAY :

La Ville de Poitiers est désignée coordonnateur du groupement de commande afin de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des candidats, de signer et de notifier les marchés.

La Commission d'appel d'offres sera celle du Coordonnateur.

En conséquence, après délibération le conseil:

- 1) donne son accord sur le principe de constitution et d'adhésion au groupement de commande ;
- 2) autorise Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement et tout avenant à la convention;
- 3) autorise Madame la Maire de la Ville de Poitiers (coordonnateur du groupement de commandes), à lancer la procédure d'appel d'offres et à relancer, le cas échéant, la consultation par voie de marché sans publicité ni mise en concurrence dans l'éventualité où l'appel d'offres serait déclaré infructueux, en application de l'article R.2122-2 du Code de la commande publique ;
- 4) autorise Madame la Maire de la Ville de Poitiers (coordonnateur du groupement de commandes) ou son représentant à signer et notifier le marché découlant de la procédure d'appel d'offres.

Adopté à l'unanimité

D 5- Signature de la convention avec le Département pour l'entretien du rond-point de la 910

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil le projet de convention entre la commune et le département pour l'entretien du rond-point de la 910.

Après délibération, le conseil approuve ce projet de convention pour l'entretien du rond-point de la 910 et autorise M le Maire à la signer.

Adopté à l'unanimité

D 6- Subvention APE

M le Maire présente au conseil la demande de subvention déposée par l'APE pour l'année 2020.

La somme demandée est de 1 200 €

Après délibération, le conseil approuve cette demande ainsi que le montant de 1 200 €

Adopté à l'unanimité

D 7- Subvention Le Barlu de Fortpuy

M le Maire présente au conseil la demande de subvention déposée par Le Barlu de Fortpuy pour l'année 2020.

La somme demandée est de 500 €

Après délibération, le conseil approuve cette demande ainsi que le montant de 500 €

Adopté à l'unanimité

D8 Convention avec Mme & M CHANSAC

M le Maire présente aux membres du conseil le projet de convention entre la commune et Mme & m CHANSAC afin de faciliter la circulation des bus dans la rue du Clos Belhoir

Après délibération, le conseil approuve cette convention et autorise M le Maire à la signer

Adopté à l'unanimité

D9 Règlement intérieur du conseil municipal

M le Maire présente le projet de règlement intérieur du conseil municipal

Après délibération, le conseil approuve le règlement intérieur du conseil municipal tel qu'il a été présenté.

Adopté à l'unanimité

D 10 – Vente terrain Parc de la Bélardière – Changement de nom de la société

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil la délibération du 29 juin 2019 autorisant la vente d'un terrain sur le Parc de la Bélardière à la société 3J Développement.
Il donne lecture de l'extrait de Kbis sur lequel la société qui acquiert la parcelle porte le nom de AG BELLARDIERE.

Après délibération, le conseil prend acte de la modification de la dénomination de la société, il décide que :

- l'achat de la parcelle de 7 135 m² sera effectué par la société AG BELLARDIERE
- le prix est de 142 000€ HT auquel s'applique un taux de TVA de 20%
- une autorisation de signer tous les actes afférents à cette vente.

Adopté à l'unanimité

D 11- Financement de l'extension du centre technique

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil du courrier de Madame la Préfète présentant le dispositif élaboré pour venir en aide aux entreprises locales afin de surmonter les difficultés liées à la pandémie de Covid 19.

M le Maire propose de déposer une demande de financement pour les travaux d'extension du centre technique d'un montant hors taxes de 269 503.75€

Plan de financement

	Coût HT		
Missions annexes (étude de sols, contrôle technique, SPS)	5 985.00	Fonds de concours Grand Poitiers 18.55%	50 000.00
Equipe de maîtrise d'œuvre + OPC	26 818.75	DETR 30%	80 851.00
Travaux	216 700.00	DSIL 30%	80 851.00
Divers imprévus	20 000.00	Autofinancement 21.45%	57 801.75
Coût d'opération	269 503.75	Total financement	269 503.75

Après délibération, le conseil municipal approuve ce plan de financement et autorise M le Maire à solliciter les subventions auprès de l'Etat.

D 12- Financement remplacement des huisseries de Puygremier et réfection de la couverture du 83 rue de l'Eglise

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil du courrier de Madame la Préfète présentant le dispositif élaboré pour venir en aide aux entreprises locales afin de surmonter les difficultés liées à la pandémie de Covid 19.

M le Maire propose de déposer une demande de financement pour le remplacement des huisseries de Puygremier et la réfection de la couverture du 83 rue de l'Eglise d'un montant hors taxes de 51 693 €

Plan de financement

	Coût HT		
Remplacement huisseries	23 995.00	DSIL 60%	31 015.80
Réfection couverture	27 698.00	Fonds propres	20 677.20
Coût d'opération	51 693.00		51 693.00

Après délibération, le conseil municipal approuve ce plan de financement et autorise M le Maire à solliciter la subvention auprès de l'Etat.

§ 3 – Informations et Questions diverses

Madame Cléopâtre BIZOT-HURÉ souhaite une précision quant aux modalités de remboursement effectué par la collectivité sur la participation des parents pour le transport scolaire. Elle souhaite savoir si le pourcentage de fréquentation est fonction de tous les trajets de la journée ou bien que sur un seul trajet par jour.

Monsieur le Maire répond que le calcul s'effectue jour par jour.

Monsieur Jean-Claude RICHARD souhaite savoir quand auront lieu les prochains travaux de peinture routière sur le territoire de la commune.

Monsieur le Maire répond que ces travaux sont du ressort de la Communauté urbaine Grand Poitiers et que la peinture routière sur la commune s'effectue sur trois années. Un premier tiers ayant été réalisé en 2019 sur la partie est. Les demandes doivent être déposées auprès de la commission pour validation.

Monsieur RICHARD demande également ce qui va être fait pour le calvaire des Grésils qui a été endommagé.

Monsieur le Maire lui répond qu'une réclamation a été déposée auprès des services du Département qui viennent de répondre que ce ne sont pas leurs agents qui ont endommagé ce calvaire. La commune ne disposant d'aucune preuve matérielle sur l'auteur de ce dégât la réparation sera programmée, en interne, par le service technique.

Monsieur Jérôme GUILLON trouve que l'aménagement réalisé rue des Lordières est mal signalé, le panneau d'alternat est de petite taille et peu visible.

Monsieur le Maire et d'autres conseillers trouvent que cet aménagement, réclamé de longue date, permet aux piétons de cheminer en toute sécurité. Il se trouve en zone 30 et permet la jonction piétonne avec le centre bourg. Une demande de pré-signalisation sera faite auprès de la Communauté Urbaine.

Monsieur Ludovic SAINCOURT signale que plusieurs jardinières de la rue de l'Eglise sont endommagées. Seront-elles réparées pour l'inauguration ?

Monsieur le Maire informe le conseil que la demande a été faite auprès de l'entreprise par la communauté urbaine.

Monsieur Jean-Claude RICHARD souhaite que soit demandé au département l'aménagement d'un passage piétons sur la D 910 au niveau du rond-point afin de permettre aux lycéens de Nouzières qui prennent le bus à l'arrêt de Madone de pouvoir traverser en toute sécurité.

Monsieur le Maire répond qu'un courrier sera adressé en ce sens au Président du Département.

- **Instances communales**

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission.

La séance est levée à 23 h 45